

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

1. Au moment du premier examen de la politique commerciale de l'Inde, réalisé en 1993, il avait été constaté que les réformes entreprises depuis juin 1991 avaient marqué le début d'une transformation radicale de l'économie. Depuis lors, les réformes se sont poursuivies, quoique à un rythme plus lent. Après avoir, dans un premier temps, enregistré une baisse de croissance du fait de la dévaluation de 1991 et des mesures d'austérité budgétaire et monétaire, l'économie s'est très bien comportée. D'importantes réformes ont été entreprises en ce qui concerne les régimes d'investissement, de change et de commerce ainsi que le secteur financier et le système d'imposition. La libéralisation des échanges, partie intégrante du programme de réforme, a permis d'offrir aux consommateurs indiens un choix d'options plus rationnel et a contribué à la croissance. Toutefois, dans d'autres domaines, par exemple celui de la politique budgétaire, l'ajustement n'est pas intervenu aussi rapidement qu'on l'avait escompté lors du dernier examen. De plus, des progrès limités ont été accomplis dans les domaines de l'agriculture et de la main-d'oeuvre. Le présent chapitre donne un aperçu de l'environnement économique et des résultats économiques récents en mettant en évidence les liens avec le commerce extérieur.

1) Résultats économiques récents

i) Evolution de la situation macro-économique

2. A la suite du programme de réforme structurelle et de stabilisation engagé en juillet 1991, l'économie indienne a tout d'abord enregistré une forte baisse de croissance. Depuis lors toutefois, grâce à des moussons favorables et à une réaction énergique de l'offre aux réformes mises en oeuvre, l'économie a enregistré des taux de croissance annuels atteignant environ 7 pour cent ces trois dernières années (tableau I.1). Exception faite de l'année 1996/97, la reprise industrielle a été particulièrement vigoureuse, avec des taux annuels moyens estimés à plus de 10 pour cent pour la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier en 1994/95, 1995/96 et 1996/97 (tableau I.2).¹ La croissance industrielle a été tirée par la demande d'investissements.

3. L'intégration accrue de l'Inde à l'économie mondiale, mesurée d'après les ratios des exportations, importations et investissements étrangers au PIB (graphique I.1), a joué un rôle important dans la reprise de la croissance. Les exportations de marchandises ont enregistré de bons résultats entre 1993/94 et 1995/96, leur valeur progressant en moyenne de 20 pour cent en dollars EU courants, pour tomber cependant à 4 pour cent en 1996/97, en particulier dans les secteurs traditionnels qui ont été affectés, entre autres facteurs, par une baisse de la demande mondiale et des problèmes d'infrastructure (dans la construction, par exemple, la croissance a été moins rapide que dans le secteur manufacturier). Pendant la même période, les importations ont elles aussi fortement progressé du fait que l'Inde a élargi l'accès à son marché et qu'elle a besoin de biens d'équipement modernes. Tout au long de cette période, la balance des opérations courantes est restée légèrement déficitaire (moyenne annuelle de -1,1 pour cent du PIB).

4. La libéralisation du régime d'investissement étranger, amorcée en 1991, a constitué une partie importante du programme de réforme. Elle s'est traduite par un accroissement de l'investissement étranger direct dont le niveau (environ 2,7 milliards de dollars EU soit 0,7 pour cent du PIB) a en 1996/97 rejoint celui des apports nets d'investissement de portefeuille, la balance des paiements étant financée non plus par des instruments d'endettement mais par des apports étrangers. Ces afflux massifs de capitaux ont permis un accroissement vigoureux des réserves internationales, lesquelles équivalaient à 6,6 mois d'importations de marchandises à la fin de mars 1997 (tableaux I.1 et I.3).

¹En Inde, l'année budgétaire va du 1er avril au 31 mars.

Tableau I.1
Résultats économiques, 1991-1997

		1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97
	Part du PIB (1993/94)	Variation en pourcentage					
<u>Ventilation des postes de dépenses, en % du PIB</u>							
PIB réel aux prix des facteurs ^a		0,9	4,3	6,0	7,2 ^c	7,1 ^d	6,5 ^d
PIB réel aux prix du marché ^a		0,4	5,4	4,8	7,6 ^c	7,3 ^d	...
Consommation privée	65,3	1,8	4,0	4,7	4,4 ^c	6,0 ^d	...
Consommation publique	10,8	-0,6	3,3	6,4	1,8 ^c	5,1 ^d	...
Formation brute de capital fixe	21,0	-4,0	7,0	5,6	13,3 ^c	18,3 ^d	...
Construction	7,4	2,3	2,9	-1,5	7,6 ^c	4,6 ^d	...
Biens d'équipement professionnel	13,6	-7,7	9,6	9,8	16,5 ^c	25,2 ^d	...
Evolution des stocks ^b	0,0	-1,7	1,2	-2,0	1,0 ^c	0,2 ^d	...
Dépenses nettes, biens et services non facteurs ^b	0,1	1,3	-0,8	0,8
<u>Epargne et investissement (pourcentage du PIB)</u>							
Epargne intérieure brute		22,8	22,1	23,1	24,9 ^c	25,6 ^d	25,8 ^d
Secteur public		1,9	1,5	0,6	1,8 ^c	1,9 ^d	1,8 ^d
Investissement intérieur brut		23,4	24,0	23,6	26,0 ^c	27,4 ^d	27,5 ^d
Secteur public		9,2	8,9	8,6	8,8 ^c	8,2 ^d	8,6 ^d
<u>Prix (évolution en pourcentage)</u>							
Inflation ^e		13,6	7,0	10,8	10,4	5,0	7,3 ^d
<u>Budget de l'Etat (pourcentage du PIB)</u>							
Solde des opérations de l'administration centrale		-5,9	-5,7	-7,4	-6,1	-5,5	-5,0 ^d
Recettes et dons		11,7	11,3	9,8	10,7	10,7	11,3 ^d
Droits d'importation		3,6	3,3	2,7	2,8	3,2	3,5 ^d
Dépenses courantes		13,9	13,6	13,9	13,3	13,4	13,4 ^d
Paievements d'intérêts		4,3	4,1	4,3	4,3	4,5	4,6 ^d
Solde des opérations des Etats		-3,1	-3,0	-2,5	-2,9	-3,1	-2,9 ^d
Solde des opérations des entreprises publiques relevant de l'administration centrale		-2,8	-2,9	-3,1	-2,6	-2,1 ^d	-2,5 ^d
Solde des opérations du secteur public global ^f		-9,3	-9,5	-10,7	-9,0	-9,0 ^d	-8,5 ^d
<u>Monnaie et taux d'intérêt (pourcentage, fin de période)</u>							
Masse monétaire (M3, variation en pourcentage)		19,3	15,7	18,4	22,3	13,7	15,6
Taux d'escompte		13,0	12,0	10,0	13,0	13,0	...
Taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 91 jours		...	10,8	7,3	11,8	13,0	8,0
Taux d'intérêt sur les emprunts d'Etat à dix ans		12,5	12,8	12,5	12,7	13,9	13,7
<u>Secteur extérieur (pourcentage du PIB)</u>							
Balance des opérations courantes		-0,5	-1,4	-0,4	-1,1	-1,7	-1,1 ^d
Commerce de marchandises		-1,1	-1,8	-0,9	-2,3	2,7	-3,1 ^d
Services non facteurs		0,5	0,5	0,2	-0,2	0,0	0,5 ^d
Revenu net des investissements		-1,5	-1,4	-1,3	-1,1	-1,4	-1,4 ^d
Transferts nets		1,7	1,3	1,5	2,1	2,4	2,9 ^d
Balance des opérations en capital		1,6	1,2	3,8	3,1	1,3	3,1 ^d
Balance globale (millions de dollars EU)		-2 790	-560	8 677	6 102	-1 209	6 882 ^d
Balance globale (pourcentage du PIB)		-1,1	-0,2	3,4	2,0	-0,4	2,0
Réerves internationales (mois d'importations de marchandises)		3,2	3,3	7,2	7,4	4,9	6,6 ^d

... Non disponible.

a Prix de 1980/81.

b Contribution en pourcentage à la croissance du PIB.

c Données provisoires.

d Estimations.

e Prix de gros (fin de période).

f Le solde global est inférieur à la somme de ses composantes en raison des transferts intrasectoriels. Il inclut les opérations du gouvernement central, des gouvernements des Etats, des Territoires de l'Union et des entreprises publiques relevant de l'administration centrale. Le produit des privatisations est comptabilisé parmi les recettes.

Note: Année commençant le 1er avril, sauf indication contraire.

Source: Gouvernement indien (1997c), *Economic Survey 1996/97*; et Fonds monétaire international (1996b), *India - Recent Economic Developments*, *Staff Country Report No. 96/131*.

Tableau I.2

Principales caractéristiques de l'économie indienne, 1990-1997

	Inde	Pays à faible revenu ^a			Pays à faible revenu et pays à revenu moyen ^a			
Taux de croissance de la population (pourcentage) ^b	1,8	1,7			1,6			
Espérance de vie à la naissance, 1995 (nombre d'années)	62	63			65			
Taux d'analphabétisme chez les adultes, 1995 (pourcentage)	48	34			30			
Taux de mortalité infantile, 1995 (pourcentage) ^c	68	69			60			
PNB par habitant, 1995 (dollars EU)	340	430			1 090			
	Part du PIB (1995/96)	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97
Variation annuelle en pourcentage de la valeur ajoutée								
Agriculture ^f	26,9	3,8	-2,3	6,1	3,6	4,6 ^d	-0,1 ^e	3,7 ^j
Industrie ^f	31,1	7,2	-1,3	4,2	6,8	9,4 ^d	11,6 ^e	8,7 ^j
Industries extractives	1,9	10,8	3,6	1,1	2,0	8,2 ^d	7,0 ^e	1,7 ^j
Industries manufacturières	22,3	6,1	-3,7	4,1	8,5	10,2 ^d	13,6 ^e	10,6 ^j
Electricité, gaz et eau	2,6	6,4	9,6	8,4	7,0	8,7 ^d	9,0 ^e	4,2 ^j
Construction	4,3	11,6	2,2	3,4	1,3	6,8 ^d	5,3 ^e	4,6 ^j
Services ^f	42,0	5,2	4,9	5,5	7,2	7,5 ^d	8,8 ^e	7,4 ^j
Commerce, hôtellerie et restauration	14,4	5,4	0,9	6,8	8,3	10,8 ^d	14,6 ^e	9,4 ^j
Transports et communications	5,7	4,7	5,6	5,5	5,1	8,3 ^d	10,0 ^e	...
Finances	11,3	6,4	10,5	4,6	10,5	7,1 ^d	4,0 ^e	6,3 ^j
Services communautaires	10,7	4,3	4,0	5,0	3,9	3,8 ^d	6,2 ^e	4,9 ^j
	1980/81	Milliards de dollars EU						
Exportations de marchandises ^g	8,5	18,1	17,9	18,5	22,2	26,3	31,8 ^e	24,2 ^h
Importations de marchandises ^g	15,9	24,1	19,4	21,9	23,3	28,6	36,7 ^e	27,4 ^h
Taux de croissance sur 12 mois, fin de période (pourcentage)								
Exportations (marchandises et services non facteurs) ^j	14,0	8,6	1,1	1,3	18,4	18,0	20,1	8,4
Exportations de marchandises	9,3	9,0	-1,1	3,3	20,2	18,4	20,9	4,0
Importations (marchandises et services non facteurs) ^j	33,9	12,7	-21,0	7,9	11,0	25,3	29,9	7,7

... Non disponible.

a Définition donnée par la Banque mondiale; l'Inde est définie comme étant un pays à faible revenu. Données moyennes pondérées.

b 1990-1995.

c Pour 1 000 enfants nés vivants.

d Données provisoires.

e Estimations.

f Valeur ajoutée réelle (au coût des facteurs, prix de 1980/81).

g Sur la base des statistiques douanières; importations de marchandises c.a.f.

h Janvier à septembre 1997.

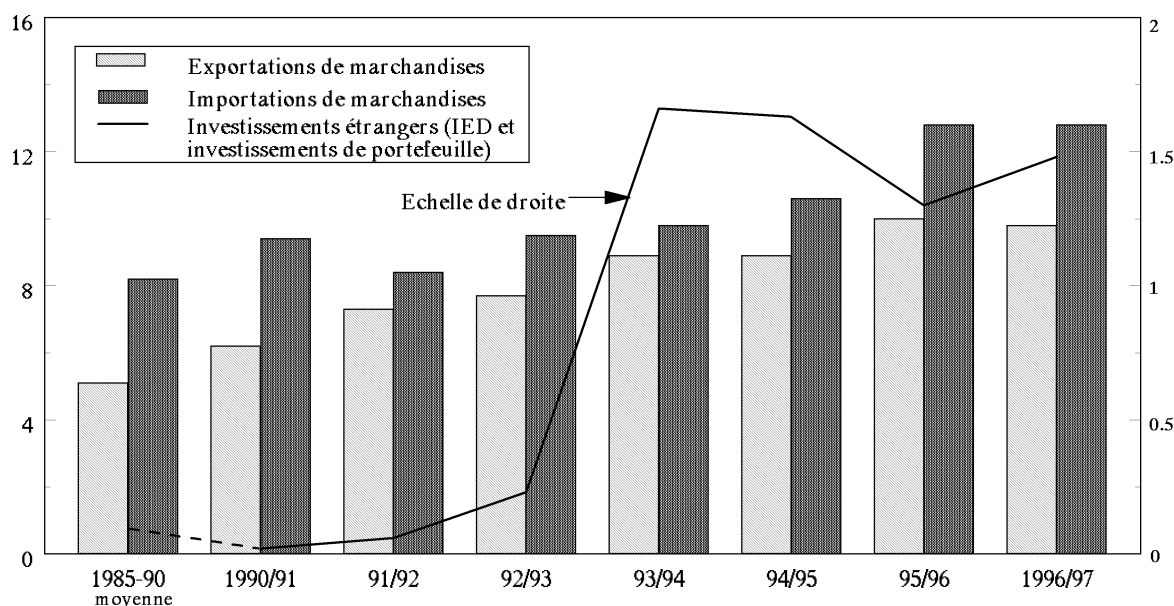
i Marchandises et services non facteurs; données relatives à la balance des paiements; importations de marchandises c.a.f., y compris les intérêts des crédits commerciaux et non compris les importations d'or et d'argent effectuées par les particuliers.

j Données fournies par les autorités indiennes.

Note: Année commençant le 1er avril, sauf indication contraire.

Source: Gouvernement indien (1997c), *Economic Survey 1996/97*; Fonds monétaire international (1996b), *India - Recent Economic Developments*, *Staff Country Report No. 96/131*; Banque mondiale (1996), *World Development Report 1996*; et Banque mondiale (1997b), *World Development Report 1997*.

Graphique I.1
Degré d'ouverture et d'intégration, 1985/86-1996/97^a
(Pourcentage du PIB)



a Année commençant le 1er avril.

Source: Fonds monétaire international (plusieurs numéros).

5. Depuis quelques années, la gestion économique vise principalement à améliorer l'épargne publique et à réduire le déficit budgétaire. Entre 1993/94 et 1996/97, l'administration centrale a réduit son déficit en le ramenant de 7,4 pour cent à 5 pour cent (estimations) du PIB. On estime que le déficit des administrations des Etats s'est légèrement résorbé, mais cette amélioration a été en partie annulée par un déficit plus important que prévu du compte pétrolier (déficit du Comité de coordination de la politique pétrolière: 0,8 pour cent du PIB)², entraînant un déficit budgétaire consolidé pour l'ensemble du secteur public de 8,5 pour cent du PIB, contre 10,7 pour cent en 1993/94.³ Il y a eu un resserrement de la politique monétaire et l'inflation, bien que fluctuante, a été maintenue à un taux moyen d'environ 9 pour cent par an pendant la période 1991/92 à 1996/97 (tableau I.1).

6. Les déficits budgétaires ont, dans une large mesure, été financés par l'emprunt intérieur auprès du système bancaire à des taux d'intérêt inférieurs (jusqu'à une date récente) à ceux du marché, ainsi que par des emprunts commerciaux extérieurs. Ces déficits budgétaires importants ont considérablement alourdi la dette publique, tout en faisant grimper les taux d'intérêt réels et en évinçant, dans une certaine mesure, l'investissement privé.

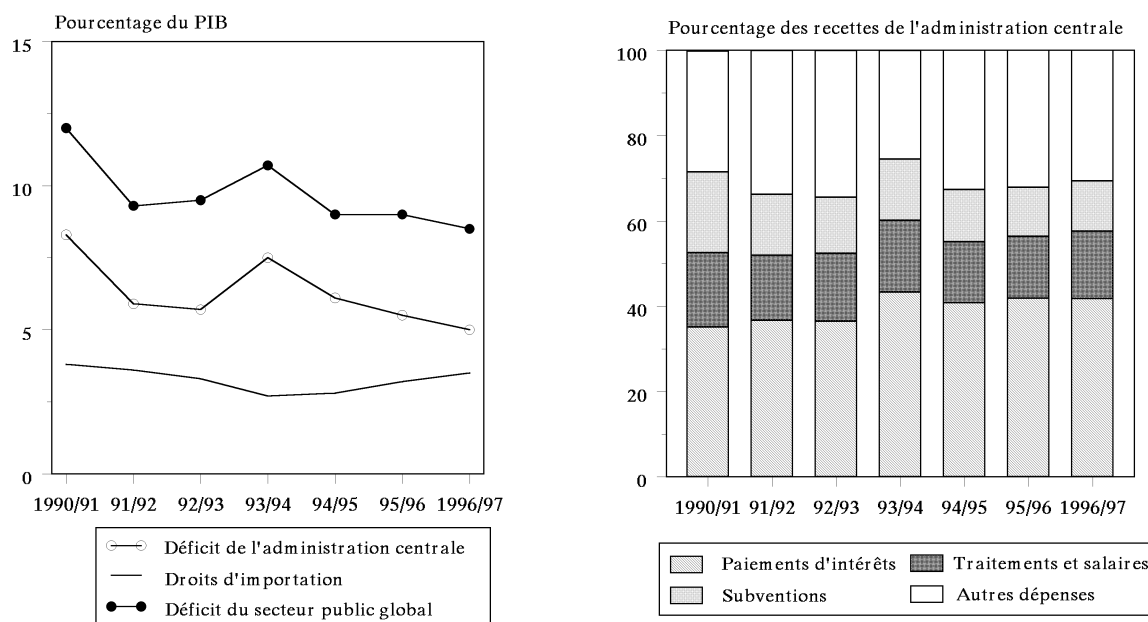
²La hausse des prix internationaux du pétrole n'a pas été entièrement répercutée sur les consommateurs.

³Le déficit consolidé du secteur public comprend les opérations de l'administration centrale, des administrations des Etats, des Territoires de l'Union et des entreprises publiques relevant de l'administration centrale. Il convient de noter que les autorités comptabilisent le produit des privatisations parmi les recettes et non parmi les éléments de financement.

7. Il y a un lien probable entre la poursuite du programme de réforme tarifaire et l'ajustement budgétaire. La part des droits d'importation dans les recettes totales de l'administration centrale est estimée à 32 pour cent en 1996/97, soit 3,5 pour cent du PIB (graphique I.2). Par conséquent, bien que les pouvoirs publics aient manifestement pour politique de réduire encore les droits de douane, les perspectives à court terme dans ce domaine risquent d'être compromises étant donné que l'administration centrale est fortement tributaire de cette source de recettes publiques.

Graphique I.2

Ajustement budgétaire et droits de douane, 1990/91-1996/97



Source: Fonds monétaire international.

8. Il y a des possibilités d'ajustement budgétaire par le biais d'une réduction des dépenses mais plus probablement à moyen qu'à court terme, car les dépenses sont dominées par les salaires, subventions et paiements d'intérêts dont l'ajustement demandera du temps (graphique I.2). Par conséquent, à court terme, l'ajustement devra peut-être venir essentiellement de mesures fiscales. Il serait nécessaire de procéder à une réforme complète du système d'imposition et d'assainir les finances des Etats et des entreprises publiques pour générer d'autres sources de recettes publiques, en vue d'abaisser encore les droits de douane, tout en donnant la priorité à la réduction rapide des exemptions tarifaires et à la suppression progressive des restrictions à l'importation, ce qui rapporterait une quantité substantielle de recettes. Enfin, pour qu'il soit efficace, l'ajustement exigera presque certainement un redressement de la situation budgétaire des administrations des Etats (encadré I.1).

Encadré I.1: Rapports entre les budgets des Etats et celui de l'administration centrale

Le déficit important et persistant de l'ensemble du secteur public (entre 8 et 9 pour cent du PIB) compromet la stabilité macro-économique de l'Inde et risque d'empêcher la mise en oeuvre de certaines réformes structurelles nécessaires. Les effets macro-économiques négatifs des déficits budgétaires importants sont bien connus, notamment l'inflation (si les déficits sont financés par la création monétaire), des ponctions sur les réserves (financement par l'emprunt extérieur) et/ou l'augmentation des taux d'intérêt réels au détriment de l'investissement privé (financement par l'emprunt intérieur), mais ils peuvent aussi dans le cas de l'Inde entraîner des retards dans les réformes financières (comme la libéralisation peut induire une hausse des taux d'intérêt et par conséquent accroître le service de la dette pour le gouvernement) et dans l'abaissement des droits de douane.

L'ajustement budgétaire opéré depuis 1990/91 l'a été presque exclusivement par le gouvernement central. Après avoir considérablement diminué lors de la première année de mise en oeuvre du programme de réforme (de plus de 2 points de pourcentage du PIB), le déficit de l'administration centrale a fluctué, mais il était prévu pour 1996/97 qu'il atteigne 5 pour cent du PIB (tableau I.1). Dans le budget de 1997/98, il est prévu de ramener le déficit budgétaire à 4,5 pour cent du PIB, essentiellement grâce aux recettes accrues provenant des privatisations. Au niveau des Etats, il n'y pas eu d'amélioration; le déficit budgétaire est resté proche de 3 pour cent du PIB tout au long de la période.

Les réformes en matière de dépenses n'ont pas suivi le rythme de la réforme fiscale au niveau des Etats. Certaines améliorations structurelles ont été apportées au régime fiscal des Etats, mais les recettes n'ont augmenté ni en pourcentage du PIB ni par rapport aux dépenses de développement. Du côté des dépenses, les dépenses "improductives" ont absorbé une grande partie des ressources disponibles. Les principaux problèmes sont les suivants: des paiements de plus en plus importants au titre des salaires et des intérêts; un faible taux de couverture des dépenses par les recettes; des entreprises non viables dans les domaines, entre autres, de la distribution d'électricité et des transports; et une compression des dépenses consacrées aux investissements qui stimulent la croissance et sont socialement productifs. En ce qui concerne ces derniers, il convient de noter que les Etats sont, en vertu de la Constitution, responsables de la plupart des dépenses concernant l'infrastructure et les programmes sociaux.

L'assainissement des finances publiques exige aussi une refonte du système des transferts interadministrations. Actuellement, les Etats tirent une grande partie de leurs recettes des transferts effectués par l'administration centrale selon différentes modalités (41 pour cent des recettes en 1996/97). Premièrement, la Constitution prévoit le transfert de 77,5 pour cent des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des personnes et de 47,5 pour cent des droits d'accise perçus par l'administration centrale. Le budget de 1997/98 envisage la centralisation des recettes fiscales qui seraient ensuite réparties entre l'administration centrale et les Etats, la part transférée à ces derniers étant de 29 pour cent, ce qui stimulerait le recouvrement de l'impôt sur le revenu au niveau de l'administration centrale. Le projet de loi prévoyant d'apporter des modifications à la Constitution n'a pas encore été approuvé. Deuxièmement, les Etats reçoivent aussi des transferts liés (associés à des projets bénéficiant d'une aide extérieure ou à des programmes relevant de la planification centrale et à des projets de développement financés par l'administration centrale), et des transferts non liés. Enfin, des prêts à des conditions libérales sont accordés pour le financement des déficits (la Constitution interdit aux Etats d'emprunter à l'étranger).

Le système des transferts n'encourage pas les Etats à régler les problèmes relatifs à la discipline budgétaire, tels que le surendettement et, comme il est indiqué plus haut, la faiblesse des efforts de recouvrement de l'impôt. Rien ne les incite à redoubler d'efforts sur ce plan, car les sommes transférées à chaque Etat sont fonction, notamment, de l'écart entre les recettes et les dépenses de cet Etat. Le gouvernement central ayant périodiquement annulé et refinancé des prêts, sans poser aucune condition, les Etats ont tendance à escompter un allègement futur de la dette. De plus, le gouvernement central finance le fonctionnement et les dépenses d'équipement des nouveaux programmes des Etats pendant les cinq premières années (généralement 30 pour cent de dons et 70 pour cent de prêts), encourageant pour ainsi dire les Etats à entreprendre de nouveaux projets peu prioritaires et/ou dont ils ne seront peut-être pas en mesure de financer les coûts d'exploitation et d'entretien une fois que le gouvernement central aura retiré son financement.

Source: Chopra et al. (1995), *India - Economic Reform and Growth*; Banque mondiale (1995b), *Economic Developments in India - Achievements and Challenges*; et Banque mondiale (1996b), *India - Country Economic Memorandum, Five Years of Stabilization and Reform: The Challenges Ahead*.

9. La politique monétaire a joué un rôle primordial dans la stabilisation macro-économique ces dernières années. La Reserve Bank of India (RBI), qui est la Banque centrale, a misé sur de vastes objectifs monétaires, mais parallèlement à l'ouverture de l'économie elle a accordé une plus grande attention à l'évolution des taux de change et d'intérêt. Le taux de change est déterminé par le libre jeu du marché; le taux de change effectif réel a tendance à augmenter, du fait que le dollar EU s'apprécie par rapport aux autres principales monnaies et que les différentiels d'inflation avec les pays partenaires se creusent, alors que les années précédentes il avait tendance à diminuer (annexe I.1).

ii) Réformes structurelles

10. Le rapport d'examen de 1993 avait indiqué que des réformes structurelles importantes avaient été mises en oeuvre depuis 1990/91. Le processus de réforme s'est approfondi depuis lors, bien qu'à un rythme quelque peu inégal d'un secteur à l'autre. Les réformes clés entreprises depuis le dernier examen sont présentées dans l'encadré I.2.

Encadré I.2: Réformes structurelles clés mises en oeuvre depuis l'examen de la politique commerciale de l'Inde de 1993

- **Réforme du commerce.** La libéralisation des échanges engagée en juin 1991 s'est poursuivie. Au fil des diverses étapes de la réforme, toutes les formalités de licences imposées à l'importation des biens d'équipement ont été levées, les importations de biens de consommation ont été partiellement libéralisées et les droits de douane maximaux ont été ramenés de plus de 300 pour cent à 45 pour cent (y compris une surtaxe de 5 pour cent) et la moyenne simple des droits à 35 pour cent en 1997/98. Un certain nombre de marchandises, notamment des biens de consommation durables, ont été ajoutés à la liste des produits pouvant être importés dans le cadre du Programme de licences d'importation spéciales et la liste des produits librement importés s'est peu à peu étendue (chapitre III 2) vii) c)).
- **Marché des changes.** En mars 1993, l'Inde a unifié les taux de change, et levé le contrôle des changes pour les opérations de commerce extérieur. Après avoir considérablement libéralisé les restrictions de change aux opérations courantes, elle a accepté en août 1994 les obligations découlant de l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des Statuts du FMI. L'approbation automatique est accordée pour l'utilisation des instruments de couverture des risques de change.
- **Investissement étranger.** Le processus d'autorisation des investissements étrangers directs a été simplifié et un Conseil de promotion de l'investissement étranger a été créé pour attirer les investisseurs. Le nombre de secteurs où les investissements étrangers directs peuvent être automatiquement approuvés a augmenté (trois branches de production jusqu'à concurrence de 50 pour cent, 48 jusqu'à concurrence de 51 pour cent et neuf jusqu'à concurrence de 74 pour cent en janvier 1997). Le plafond des prises de participation d'investisseurs institutionnels étrangers a été porté de 5 à 10 pour cent du capital de l'entreprise et ces investisseurs sont autorisés à acheter des parts d'entreprises non cotées.
- **Marché financier.** La concurrence a été accrue par l'admission de nouvelles banques privées. Les plafonds concernant les taux d'intérêt sur les dépôts bancaires d'une échéance supérieure à un an ont été libéralisés en avril 1996, tandis que les prêts accordés par les banques régionales l'ont été en août 1996. La plupart des taux d'intérêt sont maintenant déréglementés (sauf pour les dépôts de moins d'un an, les petits prêts des banques commerciales et les prêts à l'exportation). Le financement automatique du déficit par la Banque centrale au moyen de bons du Trésor *ad hoc* a été remplacé par un nouveau système d'avances budgétaires temporaires. Le coefficient de réserves obligatoires concernant les dépôts bancaires a été supprimé. Un régime d'opérateurs primaires a été établi pour les titres publics. Des systèmes de transactions informatisées ont été introduits sur la plupart des marchés des valeurs. Un système central de dépôt de titres est en cours de création. Un Office de réglementation des assurances a été créé.

Encadré I:2 (à suivre)

- **Réforme fiscale.** Plusieurs mesures ont été prises pour élargir encore l'assiette et améliorer l'administration de l'impôt. Le système MODVAT a été étendu au secteur des textiles, de sorte qu'il couvre maintenant tous les produits manufacturés. Le secteur des services a été inclus dans la base d'imposition. L'administration des impôts directs a été renforcée par un accroissement des déductions à la source et une informatisation progressive. La taxe sur les sociétés a été progressivement réduite à 35 pour cent (48 pour cent pour les sociétés étrangères) en 1997/98. Par ailleurs, un impôt minimum sur les sociétés qui sera appliqué sur les bénéfices comptables des sociétés (mesure d'élargissement de la base d'imposition) a été mis en place, tandis que la surtaxe sur les sociétés a été éliminée (15 pour cent). En ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes, le taux maximum qui était depuis 1991/92 de 40 pour cent a été ramené à 30 pour cent en 1997/98, ce qui a réduit l'écart entre le taux de l'impôt sur les sociétés et celui de l'impôt sur le revenu.
- **Infrastructure et participation du secteur privé.** S'agissant du secteur des télécommunications, le gouvernement a considérablement accru la participation du secteur privé dans certains services à valeur ajoutée (téléphonie cellulaire mobile et radiorecherche). Le sous-secteur des services de base est favorisé par une politique très libérale, mais les progrès ont été lents en ce qui concerne l'attribution de licences aux opérateurs privés. En mars 1997, l'Office de réglementation des télécommunications a été établi. Le secteur privé intervient aussi peu à peu dans d'autres activités d'infrastructure (telles que la production d'énergie, les routes, les aéroports et les ports), bien que les progrès se fassent attendre et que quelques investisseurs privés aient été contraints à la fermeture.

11. Le bilan dans le secteur financier est mitigé. La plupart des taux d'intérêt ont été déréglementés et les obstacles qui entravaient l'entrée des banques privées ont été levés. Toutefois, le secteur bancaire est encore dominé par les banques publiques (près de 76 pour cent des dépôts en 1996/97) lesquelles sont soumises à des règles strictes en ce qui concerne leurs opérations de prêt (40 pour cent des prêts sont accordés aux "secteurs prioritaires" et 12 pour cent sont consacrés aux exportations⁴). En outre, une grande partie des dépôts bancaires doit être investie dans des titres publics bien qu'un effort de réforme ait été entrepris récemment. Les compagnies d'assurance, qui appartiennent à l'Etat, sont tenues d'investir les trois quarts de leur portefeuille dans des titres désignés par les pouvoirs publics.⁵

12. Des retards dans l'établissement d'un cadre approprié transparent pour les procédures d'appel d'offres et les incertitudes quant à l'amortissement des coûts et au partage des risques ont ralenti l'expansion de la participation du secteur privé aux activités d'infrastructure. La quasi-saturation des installations énergétiques, des routes et des ports devient un sérieux obstacle au commerce et à la croissance. La réforme des entreprises publiques est un autre domaine dans lequel les progrès ont été décevants jusqu'à présent. Une Commission de privatisation a été créée en 1996 pour accélérer le processus de désengagement de l'Etat des entreprises publiques. Une plus grande autonomie a été accordée à neuf entreprises performantes (chapitre III 4) iii) d)).

13. Enfin, les réformes du marché agricole et du marché de la main-d'oeuvre, qui sont d'une importance cruciale pour que la libéralisation du commerce ait des effets durables et positifs, n'ont pas encore été entreprises, bien que les discussions se poursuivent au sein des organes tripartites en

⁴Les banques commerciales étrangères doivent affecter 20 pour cent de leurs prêts aux "secteurs prioritaires", compte tenu de l'exclusion du secteur agricole (auquel est autrement réservée une part de 18 pour cent).

⁵Soixante-quinze pour cent pour le secteur de l'assurance-vie et 45 pour cent pour le secteur de l'assurance générale.

vue de modifier la Loi sur les conflits du travail. D'après la Banque mondiale⁶, le marché indien de la main-d'oeuvre se caractérise dans le secteur industriel par un manque de flexibilité exceptionnel, en particulier par rapport aux pays d'Asie de l'Est. Bien que la fréquence des conflits sociaux, comme le montre le nombre de jours de grèves et de lock-outs, ait diminué d'environ 60 pour cent depuis 1991, le cadre juridique régissant les licenciements ou la fermeture des établissements industriels reste complexe et rend difficile dans la pratique la restructuration des entreprises. La moindre modification de la législation sur les relations du travail exige de vastes consultations tripartites. Ces rigidités du marché de la main-d'oeuvre vont probablement devenir plus coûteuses, à mesure que l'Inde s'intégrera à l'économie mondiale, en entravant l'effort de restructuration de l'industrie nationale, et risquent de limiter sa capacité d'atteindre le niveau d'investissement étranger direct ambitieux que le gouvernement s'est fixé.

14. Pour que la libéralisation du commerce extérieur dans l'agriculture puisse donner toute sa mesure, il est nécessaire de procéder parallèlement à la libéralisation des marchés intérieurs pour les intrants et les productions agricoles.

2) Principales caractéristiques de l'économie indienne

15. L'Inde, avec une population de 929 millions d'habitants (juin 1995), possède l'un des plus grands réservoirs de main-d'oeuvre technique qualifiée au monde.⁷ Elle a acquis des compétences dans des secteurs de technologie de pointe tels que l'énergie nucléaire, les satellites, les logiciels, les forages en haute mer et l'océanographie. Par contre, il demeure que la majorité de ses habitants (environ 70 pour cent) vivent de l'agriculture, qui avec la pêche, la sylviculture et l'exploitation forestière contribue pour plus d'un quart au PIB. Comme les deux tiers des terres cultivées ne sont toujours pas irriguées, la plupart des cultures continuent à dépendre de la mousson annuelle. Le potentiel de réduction de la pauvreté dans l'agriculture, secteur qui est encore fortement réglementé, semble loin d'être épuisé.

16. L'agriculture représente une part importante mais en régression de l'activité économique. Sa part dans le PIB en 1995/96 était de 27 pour cent - y compris la pêche, la sylviculture et l'exploitation forestière - contre 33 pour cent dix ans auparavant (tableau I.2). Toutefois, c'est essentiellement pendant la période qui a précédé l'ajustement que ce changement d'orientation au détriment d'une agriculture prédominante s'est produit. L'Inde est le deuxième producteur de paddy du monde, avec 21 pour cent de la production mondiale pour la période 1991/92-1993/94; il en va de même de la canne à sucre dont l'Inde a assuré 22 pour cent de la production mondiale pendant la même période.⁸

17. Comme il a été indiqué, le secteur agricole n'a pas énormément bénéficié du programme de réforme global engagé en 1991. Il a toutefois bénéficié indirectement d'un certain nombre de réformes ne visant pas l'agriculture. Les mouvements des taux de change enregistrés depuis 1990/91, ainsi que la réduction de la protection du secteur manufacturier, ont peut-être aidé à réduire la tendance défavorable à l'agriculture et pourraient stimuler la croissance des exportations.⁹ Le programme des réformes qu'il reste à réaliser est toutefois vaste et comprend: i) l'abandon des subventions non ciblées au profit de

⁶Banque mondiale (1996b), et certaines données concernant la comparaison au niveau international présentées dans l'ouvrage de Brahmhatt et al. (1996).

⁷Brahmbhatt et al. (1996) comparent le nombre de scientifiques, ingénieurs et techniciens recensés en Inde à celui d'autres pays (tableau 2.5).

⁸Gouvernement indien (1996b).

⁹Banque mondiale (1996b).

programmes constituant des mécanismes de sécurité ciblés et favorables à la croissance; et ii) la déréglementation accrue des marchés intérieurs.

18. Le secteur industriel, notamment l'industrie manufacturière, les industries extractives, l'électricité, le gaz et l'eau, et la construction ont enregistré de bons résultats au cours des dix dernières années. Sa part dans le PIB est passée de 25 pour cent en 1985/86 à 31 pour cent en 1995/96 (tableau I.2). Le secteur manufacturier, qui a représenté plus des deux tiers de la valeur ajoutée industrielle en 1995/96, a été particulièrement performant, avec une croissance de la valeur ajoutée sectorielle atteignant 13,6 pour cent en 1995/96, grâce à l'effet stimulant des réformes de libéralisation. Les indices de production industrielle affichaient des hausses d'environ 20 pour cent en 1995/96 (tableau AI.1) pour chacun des secteurs suivants: matériel de transport, machines-outils, machines électriques, et boissons et tabacs.

19. Le secteur des services assure une part croissante du PIB, part qui est passée d'environ 38 pour cent en 1985/86 à 42 pour cent en 1995/96, et il représentait environ 25 pour cent de l'emploi total en 1995/96.¹⁰ Au cours de la période d'ajustement qui s'est écoulée depuis 1990/91, l'accroissement de la part de ce secteur a en grande partie compensé le déclin de l'agriculture. C'est le commerce de gros et de détail qui domine, avec environ 30 pour cent de la valeur brute de la production de l'ensemble du secteur (tableau AI.2). Le sous-secteur des institutions financières s'est considérablement développé, puisque sa part est passée de 7 pour cent en 1980/81 à environ 16 pour cent en 1995/96.

20. Les services de transport - notamment les transports routiers et les services portuaires - deviennent une entrave sérieuse à la croissance. Le sous-investissement notable, le mauvais entretien et l'exploitation peu efficace, ajoutés aux retards dans l'établissement d'un cadre approprié transparent pour les procédures d'appel d'offres et aux incertitudes quant à l'amortissement des coûts et au partage des risques, sont autant de facteurs qui ont contribué à cette situation. Le pays fait des efforts pour accroître l'investissement grâce à la participation du secteur privé, en créant des directives plus transparentes et en normalisant les dossiers d'appel d'offres; les autorités font état d'une réponse "encourageante" du secteur privé. Dans le domaine des services financiers, un processus de libéralisation a été amorcé en ce qui concerne le secteur bancaire, tandis que celui des assurances est encore monopole d'Etat.

3) Résultats concernant le commerce et l'investissement étranger

i) Composition par produit des échanges de marchandises

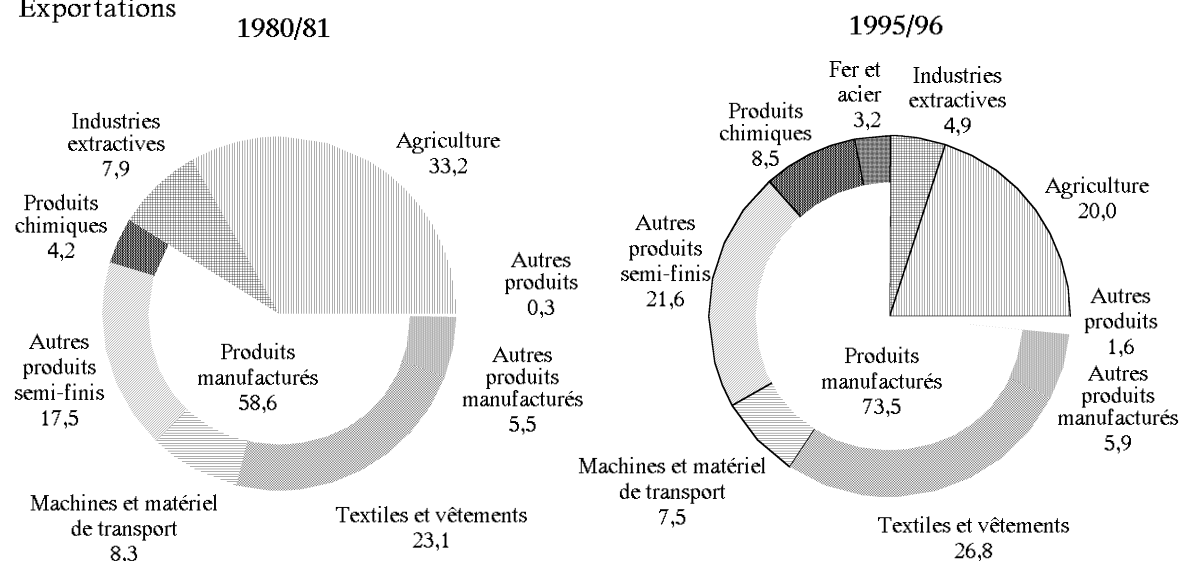
21. Le changement rapide observé dans les années 80 au niveau de la composition des exportations de marchandises de l'Inde s'est ralenti après 1991. La part de l'agriculture, qui est tombée de 33 à 19 pour cent entre 1980/81 et 1991/92, s'est stabilisée entre 17 et 19 pour cent par la suite pour remonter à 20 pour cent en 1995/96. La part des industries extractives en revanche est tombée de 8 à 5 pour cent pendant cette période. Celle des exportations de produits manufacturés, qui était passée de 59 à 72 pour cent entre 1980/81 et 1991/92, a été en moyenne d'environ 74 pour cent par la suite. Les exportations de produits chimiques, de diamants, de vêtements, de fils et filés de textiles, de matériel de bureau et de logiciels ont toutes invariablement enregistré de bons résultats. En 1995/96, les principaux produits d'exportation étaient, par ordre décroissant, les perles (15 pour cent des exportations de marchandises), les diamants etc. (15 pour cent), les vêtements (14 pour cent), les textiles (13 pour cent), et les produits chimiques (8 pour cent) (graphique I.3 et tableau AI.3).

¹⁰Le secteur des services est défini comme englobant les activités suivantes: commerce de gros et de détail; restauration et hôtellerie; transport et stockage; communication; institutions financières; assurance; immobilier; et services communautaires, sociaux et personnels.

Graphique I.3 Composition des échanges par produit, 1980/81 et 1995/96

(Pourcentages)

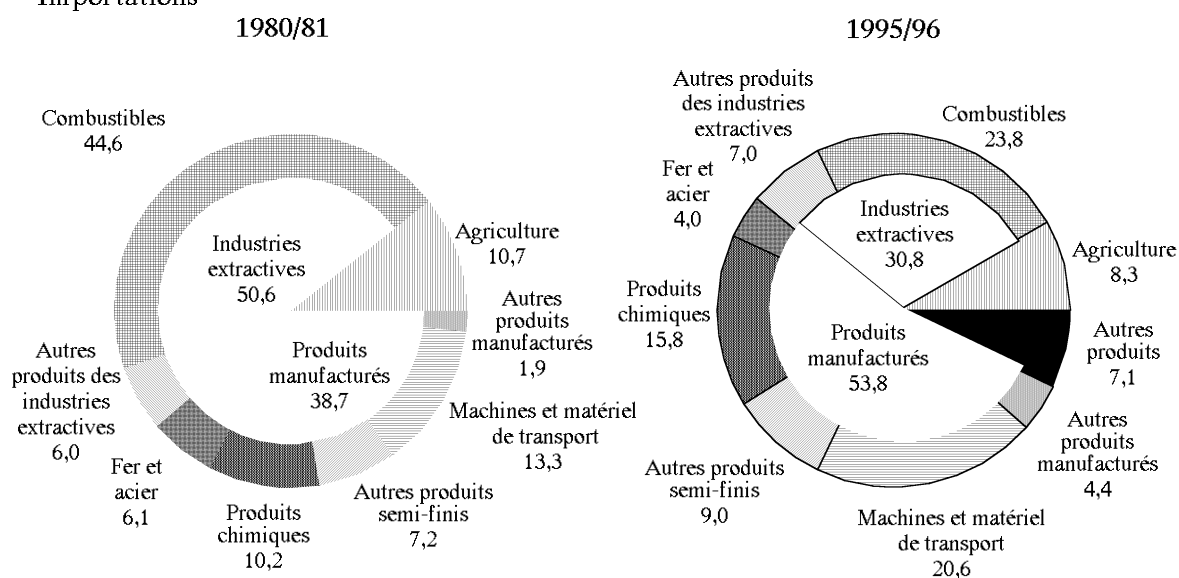
Exportations



Exportations totales: 7,5 milliards de dollars EU

Exportations totales: 31,7 milliards de dollars EU

Importations



Importations totales: 13,8 milliards de dollars EU

Importations totales: 36,1 milliards de dollars

Source: UNSD, base de données Comtrade (CTCI Rev.1).

22. Du côté des importations, la part des produits manufacturés dans les importations de marchandises est passée de 39 pour cent en 1980/81 à 50 pour cent en 1991/92 et 54 pour cent en 1995/96. La part des machines et du matériel de transport est passée de 14 à 21 pour cent depuis 1991/92. Le pétrole et ses dérivés reste un produit d'importation important (21 pour cent des importations de marchandises en 1995/96), mais les chiffres varient selon les cours mondiaux (tableau AI.4).

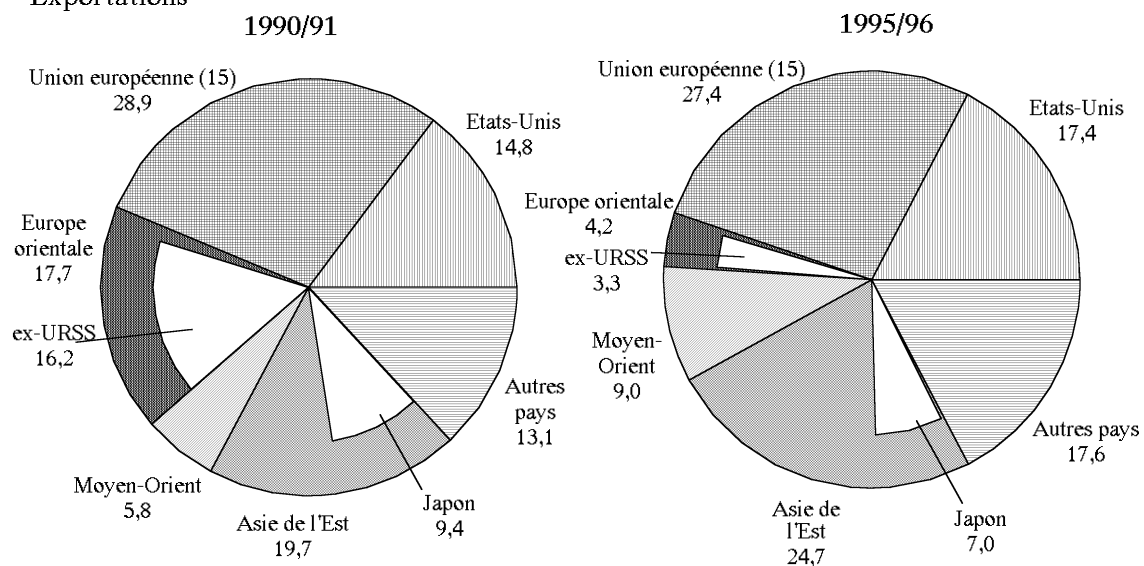
ii) Répartition géographique des échanges de marchandises

23. La principale transformation structurelle qui s'est produite ces dernières années au niveau des exportations de marchandises est l'effondrement des marchés d'Europe orientale, en particulier l'ex-Union soviétique (graphique I.4 et tableau AI.5). La part des exportations de marchandises à destination de l'Europe orientale, y compris l'ex-Union soviétique, est tombée de 18 pour cent en 1990/91 à 4 pour cent en 1995/96. Toutefois, l'Inde a réussi à diversifier ses exportations en se tournant vers les Etats-Unis et les pays d'Asie de l'Est pendant cette même période. La part de l'Asie de l'Est dans ses exportations de marchandises est passée de 20 pour cent en 1990/91 à 25 pour cent en 1995/96 (soit une augmentation de 122 pour cent en dollars EU courants) et celle des Etats-Unis de 15 à 17 pour cent (soit une progression de 108 pour cent en dollars EU courants). Le plus gros marché d'exportation de marchandises de l'Inde en 1995/96 a été l'Union européenne (27 pour cent), suivie des Etats-Unis (17 pour cent) et du Japon (7 pour cent).

24. Les principaux fournisseurs de marchandises de l'Inde en 1995/96 ont été l'Union européenne (28 pour cent des importations totales de marchandises) et les Etats-Unis (11 pour cent) (graphique I.4 et tableau AI.6). La part de l'Asie de l'Est est passée de 17 pour cent en 1990/91 à 21 pour cent en 1995/96, avec un accroissement de 2,3 points de pourcentage pour les importations en provenance de Chine, ce qui équivaut à un accroissement d'environ 650 millions de dollars EU pour la période. Comme pour les exportations, les marchés d'Europe orientale, notamment l'ex-Union soviétique, ont vu, depuis 1990/91, leur part diminuer dans les importations de l'Inde mais celle-ci était au départ beaucoup plus faible (elle est tombée de 5 pour cent du total en 1990/91 à 4 pour cent en 1995/96). La part des importations de marchandises en provenance des pays du Moyen-Orient (13 pour cent en 1995/96) a varié au gré de l'évolution des cours mondiaux du pétrole.

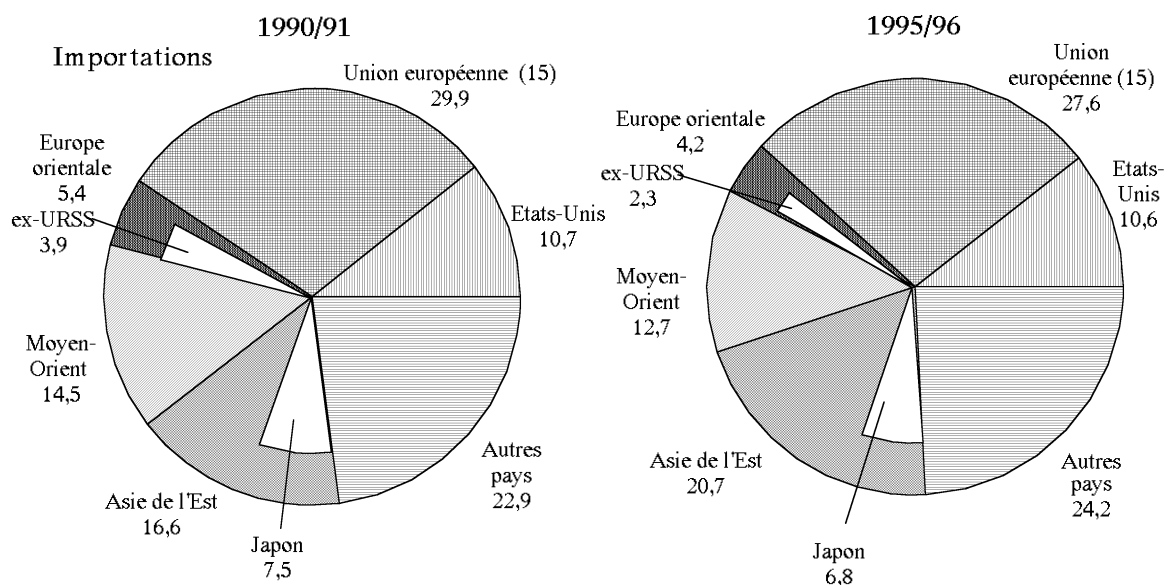
Graphique I.4
Répartition géographique des échanges de marchandises, 1990/91
et 1995/96
(Pourcentages)

Exportations



Exportations totales: 17,9 milliards de dollars EU

Exportations totales: 31,7 milliards de dollars EU



Importations totales: 23,8 milliards de dollars EU

Importations totales: 36,0 milliards de dollars EU

Source: UNSD, base de données Comtrade (CTCI Rev.1).

iii) Commerce des services

25. Le commerce des services s'est développé mais il n'est pas possible d'en faire une analyse complète en raison du manque de données. Les données relatives à la balance des paiements indiquent que les recettes des services non facteurs sont passées de 4,6 milliards de dollars EU (soit 1,5 pour cent du PIB) en 1990/91 à 9,2 milliards de dollars EU (2,6 pour cent du PIB) en 1996/97. Le tourisme a représenté environ 40 pour cent des recettes totales en 1995/96. Au cours des années 90, l'Inde a été un exportateur net de services non facteurs (moyenne annuelle de 0,3 pour cent du PIB entre 1990/91 et 1996/97). Les paiements d'intérêts, s'élevant à environ 4,8 milliards de dollars EU (soit 1,4 pour cent du PIB) en 1996/97, dominent largement les paiements au titre des services facteurs; en 1996/97 le revenu net des facteurs a accusé un déficit d'environ 5 milliards de dollars EU.

26. On ne dispose pas de données concernant le commerce des services avec chaque partenaire commercial.

iv) Investissement étranger direct et investissement de portefeuille¹¹

27. La balance des paiements est désormais financée moins par des apports de capitaux générateurs de dettes que par des investissements étrangers directs et des investissements de portefeuille. L'essor des apports d'investissements étrangers constaté depuis 1990/91 a été extraordinaire. L'investissement étranger direct net dont le montant était insignifiant en 1990/91 a atteint environ 2,7 milliards de dollars EU (soit 0,7 pour cent du PIB) en 1996/97, tandis que les investissements de portefeuille sont passés de zéro à 2,8 milliards de dollars EU pendant la même période (tableau I.3).

28. Le niveau de l'investissement étranger direct par provenance a fluctué ces dernières années. Toutefois, pendant la période 1992/93 à 1995/96, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Japon ont été les principales sources d'investissements étrangers directs, avec respectivement 18, 10 et 7 pour cent des entrées totales, si l'on exclut les Indiens non résidents. L'investissement étranger dans le secteur financier est en expansion depuis quelques années et est devenu le secteur dominant en 1995/96 (19 pour cent de l'investissement étranger direct total). La part de l'ingénierie est tombée à 18 pour cent en 1995/96. Le matériel électronique et électrique, les produits chimiques et produits connexes, et les services ont également attiré une quantité substantielle d'investissements étrangers directs (tableau I.3).

29. Les opérations d'investisseurs institutionnels étrangers sont devenues la principale composante des investissements de portefeuille (67 pour cent en 1996/97), les autres principales composantes étant les euro-émissions/certificats de dépôt globaux. La plus grosse partie des émissions a eu lieu au début de 1994 lorsque le marché des valeurs s'est redressé, tandis que 1995/96 a été marqué par une baisse des entrées de capitaux au titre des certificats de dépôt globaux détenus par des sociétés indiennes sur les euromarchés.¹²

¹¹Cette section décrit la tendance récente de l'investissement étranger direct et de portefeuille. Le régime d'investissement étranger proprement dit est présenté au chapitre II.

¹²Depuis septembre 1992, les investisseurs institutionnels étrangers enregistrés sont autorisés à acquérir des titres de participation et de créance directement sur les marchés locaux. Un investisseur institutionnel étranger peut à lui seul détenir jusqu'à 10 pour cent du capital social d'une société, et l'ensemble de ces investisseurs peuvent détenir au total 30 pour cent du capital de ladite société. Depuis février 1992, les entreprises indiennes réputées solvables sont autorisées à lever des fonds par l'émission d'actions et d'obligations convertibles sur les euromarchés (chapitre II).

Tableau I.3

Investissement étranger par source et par activité, 1990-1997

	1990/91	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97 ^a
Investissement étranger direct, net (millions de dollars EU)	150	341	566	1 314	2 133	2 696
Investissement de portefeuille, net (millions de dollars EU)	8	92	3 649	3 824	2 748	2 805
dont: investisseurs institutionnels étrangers	0	1	1 665	1 503	2 009	1 926
Euro-émissions ^b	0	86	1 602	2 082	683	918
Autres ^c	8	5	382	239	50	20
Total (millions de dollars EU)	68	433	4 235	5 138	4 881	5 560
Total en pourcentage du PIB	0,0	0,2	1,6	1,7	1,5	1,6
<u>Investissement étranger direct par pays (pourcentage du total)^d</u>	1992/93-1995/96^e	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97
Etats-Unis	17,5	7,7	26,8	23,3	13,6	27,8
Allemagne	6,5	7,6	9,5	4,0	7,0	4,3
Hong Kong	4,6	1,4	1,6	2,4	6,9	1,4
Royaume-Uni	9,6	2,4	17,4	16,5	4,9	4,2
France	3,3	3,3	2,8	1,6	4,4	4,6
Japon	7,3	9,2	10,0	10,9	4,3	4,1
Singapour	3,3	1,0	2,7	2,8	4,1	0,8
Pays-Bas	5,4	7,5	12,6	5,1	3,5	2,9
Suisse	3,9	12,6	6,1	3,0	2,3	0,4
Autres pays	38,4	47,2	10,5	30,4	48,9	49,5
<u>Investissement étranger direct par activité (pourcentage du total)^d</u>						
Secteur financier	14,3	1,3	11,4	11,2	19,0	...
Ingénierie	16,6	24,9	8,9	15,1	17,8	...
Matériel électronique et électrique	9,4	11,7	15,5	6,5	9,1	...
Produits chimiques et produits connexes	11,9	16,8	10,2	16,2	8,9	...
Services	7,4	0,9	5,5	10,7	7,1	...
Produits alimentaires et produits laitiers	7,3	10,0	11,8	7,0	6,0	...
Produits pharmaceutiques	4,0	1,1	13,4	1,2	3,9	...
Informatique	2,7	2,9	2,1	1,2	3,7	...
Appareils ménagers	4,2	5,7	0,6	12,4	0,0	...
Autres activités	22,3	24,7	20,6	18,6	24,5	...

... Non disponible.

a Estimations.

b Correspond au montant rapatrié en Inde par les sociétés au titre de leurs certificats de dépôt globaux.

c Y compris les placements off-shore et autres.

d A l'exclusion des investissements directs des Indiens non résidents acheminés par l'intermédiaire de la Banque centrale.

e Moyenne pour la période indiquée.

Note: Année commençant le 1er avril.Source: Secrétariat de l'OMC, à partir des données fournies par le gouvernement indien; Gouvernement indien (1997c), Economic Survey 1996/97; et Banque centrale de l'Inde (1996), Annual Report 1995/96.

30. Les mesures de libéralisation, mais aussi l'existence de marchés des valeurs mobilières assez développés et d'un potentiel de croissance sur un vaste marché intérieur où la main-d'oeuvre n'est pas chère, ont contribué à l'accroissement des apports de capitaux ces dernières années. Toutefois, compte tenu des difficultés que rencontrent les projets d'infrastructure financés par des capitaux privés, il est peut-être déraisonnable de compter que cette courbe de croissance va se maintenir.

31. Il convient de noter l'écart accru entre l'IED effectif et l'IED approuvé. Entre août 1991 et janvier 1995, environ 22 pour cent des propositions approuvées ont été transformées en investissements

effectifs, tandis que pendant les années 70 et 80, le pourcentage était nettement plus élevé. Comme l'a indiqué l'OCDE (1996), cela s'explique peut-être par le fait que bien que de nombreux secteurs soient formellement ouverts à l'investissement étranger, les politiques sectorielles au niveau des Etats et le cadre réglementaire ne sont pas encore en mesure de faire face au nombre accru d'IED approuvés. D'après les autorités, une autre raison pourrait être le fait que, dans certains secteurs où les périodes de gestation sont longues, il faut parfois du temps pour que les entrées de capitaux se matérialisent étant donné que l'approbation n'impose pas d'obligation à l'investisseur.

v) Echanges intrasectoriels et investissements étrangers directs destinés à contourner les droits de douane

32. Par commerce intrasectoriel (CIS), il faut entendre les échanges (importations et exportations) de marchandises relevant de la même catégorie sectorielle. Le volume du commerce intrasectoriel de l'Inde avec le reste du monde a nettement progressé ces dix dernières années (de presque 100 pour cent depuis 1980/81), bien qu'il ait stagné dans les années 90 (tableau I.4). Comme cela était indiqué dans le dernier examen, la raison en est l'importance accrue des produits manufacturés par rapport à l'agriculture dans la composition par produit des échanges. Pour les produits manufacturés, qui sont en général plus différenciés, le commerce intrasectoriel est dans l'ensemble plus intense. De plus, ce commerce s'est en général intensifié au niveau de chaque branche de production. On trouvera dans les tableaux AI.7, AI.8 et AI.9 les chiffres concernant le commerce intrasectoriel pour 34 branches de production.

Tableau I.4

Commerce intrasectoriel de l'Inde 1980/81, 1990/91 et 1995/96^a

	1980/81	1990/91	1995/96
Avec le monde	13,8	28,0	27,8
Avec les Etats-Unis	4,8	14,0	18,9
Avec l'Union européenne	11,8	21,2	24,5

a Le commerce intrasectoriel mesure l'importance des échanges à l'intérieur des branches de production et non pas entre ces dernières. Si toutes les marchandises échangées dans un secteur sont soit uniquement exportées soit uniquement importées, le commerce intrasectoriel est de zéro. Si, pour tous les produits d'un même secteur, le chiffre des exportations est exactement le même que celui des importations, le commerce intrasectoriel est de 100 pour cent.

Note: Année commençant le 1er avril.

Source: Calculs effectués par le Secrétariat de l'OMC à partir des données à quatre chiffres de la CTCI Rev.1.

33. Le commerce intrasectoriel de l'Inde avec ses principales sources d'investissement étranger direct, à savoir les Etats-Unis et l'Union européenne, est moins important qu'avec le reste du monde, bien que les niveaux aient sensiblement progressé dans les deux cas. Cela est particulièrement vrai pour les Etats-Unis, dont le commerce intrasectoriel avec l'Inde ne représentait que 68 pour cent du commerce intrasectoriel avec le reste du monde en 1994/95. Ces résultats donnent à penser qu'en Inde, l'investissement étranger direct a remplacé le commerce au lieu de le compléter. Les conditions relativement libéralisées pour l'investissement étranger direct combinées à l'application généralisée de formalités de licences prohibitives à l'importation y ont probablement contribué. L'hypothèse est confirmée par Brahmabhatt et al. (1996), qui concluent que le degré relativement élevé de protection du commerce en Inde a probablement réduit les avantages potentiels de l'investissement étranger direct en orientant l'investissement vers des marchés globalement non compétitifs de substitution des importations, ainsi qu'en réduisant les pressions concurrentielles incitant les entreprises étrangères à

transférer leur technologie à des entreprises indiennes.¹³ On pourrait s'attendre que la libéralisation des échanges renverse cette tendance et intensifie le commerce intrasectoriel de l'Inde.

4) Perspectives

34. Un programme de réforme ambitieux a été défini par le gouvernement dans son Programme minimum commun (PMC) dévoilé en juin 1996. Plusieurs mesures ont été prises dans cette direction, les plus récentes figurant dans le budget de 1997/98. Le Programme minimum commun met l'accent sur les éléments suivants:

- ajustement budgétaire moyennant des réformes destinées à accroître les recettes et réduire les dépenses;
- décentralisation accrue, dans le cadre du budget, des pouvoirs financiers au profit des Etats;
- décision d'attirer chaque année pour 10 milliards de dollars EU d'investissements étrangers directs grâce à un assouplissement et à une plus grande transparence des règlements s'y rapportant;
- accroissement de l'investissement dans l'infrastructure avec participation active du secteur privé;
- effort accru dans les secteurs sociaux afin d'éradiquer l'illettrisme d'ici à 2005; et
- réformes agricoles mettant l'accent sur l'accroissement des crédits et investissements dans ce domaine parallèlement à une révision de toutes les mesures de contrôle et réglementations.

35. Le programme des réformes, qui a été traduit en projections macro-économiques à moyen terme dans le Neuvième plan quinquennal (1997/98 à 2001/02), implique un effort d'ajustement considérable (tableau I.5). Le plan vise un taux de croissance annuel du PIB réel de 7 pour cent, avec un redressement rapide du taux d'investissement (de 27,5 pour cent du PIB en 1996/97 à 28,2 pour cent), une augmentation de la productivité (se traduisant par un coefficient marginal de capital selon toute hypothèse de 4,1)¹⁴ et un objectif annuel ambitieux en matière d'IED de 10 milliards de dollars EU (contre 2,7 milliards en 1996/97). Pour les projections, on table en particulier sur une reprise de l'épargne intérieure brute (26,2 pour cent du PIB contre 25,8 pour cent), tant privée que publique, soutenue par un ajustement budgétaire important (déficit de l'administration centrale de 4,5 pour cent du PIB contre 5 pour cent en 1996/97).

36. Le programme de réforme, avec ses objectifs très ambitieux, par exemple des taux de croissance annuels soutenus de l'ordre de 7 pour cent en moyenne, exige certaines décisions politiques difficiles. Au niveau structurel en particulier, les problèmes d'infrastructure sont devenus une entrave au commerce et à la croissance. Les besoins sont énormes et la politique de rigueur budgétaire implique que les ressources publiques disponibles ne seront pas des plus abondantes. Il faudra donc libéraliser encore le régime d'investissement étranger direct, en particulier dans les domaines tels que les services financiers

¹³Brahmbhatt et al. (1996) font observer que les restrictions au commerce peuvent attirer certains investissements directs destinés à contourner les droits de douane et que dans les pays dont l'économie est axée sur le marché intérieur, les économies d'échelle qu'offre un vaste marché intérieur peuvent fort bien attirer une plus grande quantité d'investissements étrangers directs orientés vers le marché intérieur ... Cela pourrait s'appliquer tout particulièrement à l'Inde, car elle est parmi les pays en développement à la fois le deuxième pour ce qui est du PIB et l'un de ceux où le niveau de protection est encore le plus élevé.

¹⁴Le coefficient marginal de capital se calcule en divisant le taux d'investissement d'un pays par le taux de croissance de son PIB réel. Muhleisen (1997) estime que le coefficient marginal de capital de l'Inde a été de 4,65 pour la période 1991-1995.

(y compris l'assurance), l'énergie et les transports. De plus, pour atteindre l'objectif fixé en ce qui concerne le déficit budgétaire de l'administration centrale, à savoir 4,5 pour cent du PIB, une réforme complète du système d'imposition et l'assainissement des finances de l'Etat et des entreprises publiques (avec une accélération du programme de privatisation) seront nécessaires et, à moyen terme, il faudra revoir les relations budgétaires entre le gouvernement central et les gouvernements des Etats.

Tableau I.5

Projections macro-économiques du gouvernement, 2001/02

	1996/97 ^a	1997/98 - 2001/02 ^b
<u>Production et prix (pourcentage)</u>		
Taux de croissance du PIB réel, coût des facteurs	6,5	7,0
Inflation (prix de gros, fin de période)	7,3	7,0
<u>Investissement et épargne (pourcentage du PIB)</u>		
Epargne intérieure brute	25,8	26,2
Investissement intérieur brut	27,5	28,2
Investissement privé brut	8,6	18,5
<u>Budget de l'Etat (pourcentage du PIB)</u>		
Solde des opérations de l'administration centrale	-5,0	-4,5
Solde des opérations du secteur public global	-8,5	-7,9
<u>Monnaie et crédit (variation en pourcentage)</u>		
Masse monétaire en sens large (M ³)	15,6	15,0
Crédit intérieur	9,9	12,5
<u>Secteur extérieur</u>		
Balance des opérations courantes/PIB (pourcentage)	-1,1	-2,4
Balance des paiements globale (milliards de dollars EU)	6,9	9,3
Réserves internationales (mois d'importations de marchandises)	6,6	5,5

a Estimations.

b Moyenne annuelle.

Note: Année commençant le 1er avril.Source: Gouvernement indien.

Annexe I.1: Arrangements en matière de change

1) Système de change

37. Le gouvernement indien est responsable de la politique de change en vertu de la Loi sur la Banque centrale de 1934. La Banque centrale applique cette politique en consultation avec le gouvernement. Le taux de change de la roupie est déterminé par l'offre et la demande sur le marché interbancaire; toutefois, pour atténuer les mouvements excessifs ou désordonnés et amortir les fluctuations saisonnières du taux de change, la Banque peut intervenir sur le marché des devises en se servant du dollar EU comme monnaie d'intervention. La Banque laisse le taux de change se mouvoir à l'intérieur de certaines fourchettes. Les fourchettes, qui ne sont pas rendues publiques, sont ajustées de temps à autre pour tenir compte des différences de taux d'inflation avec les partenaires commerciaux de l'Inde.

38. Le système de change utilisé pour la roupie a subi trois grands changements depuis le milieu des années 70. En mars 1992, le taux officiel fixé, qui était établi par la Banque centrale en fonction d'un panier pondéré de monnaies des principaux partenaires commerciaux de l'Inde, a été supprimé au profit du Système libéralisé de gestion des changes (LERMS). Il s'agissait d'un régime de double taux de change se composant d'un taux du marché "libre" et d'un taux officiel fixé par la Banque centrale en dollars EU. Les importations effectuées au taux officiel étaient celles des services publics et celles de pétrole brut et de carburant diesel, de kérosène, de certains engrais, des matières premières pour la fabrication d'engrais et des médicaments de survie, tandis que toutes les autres importations se faisaient au taux du marché libre. Une proportion de 40 pour cent des recettes en compte courant, issues des exportations et des invisibles, devait être convertie en roupies au taux officiel. Toutes les opérations en capital, sauf les transactions FMI, se faisaient au taux du marché libre.

39. Les taux de change ont été unifiés en mars 1993. A ce moment-là, la parité est passée à environ 31 roupies pour 1 dollar EU, soit un chiffre très proche du taux du marché libre précédent. Le taux de change effectif réel affiche depuis quelque temps une tendance à la hausse, du fait que le dollar EU s'est apprécié par rapport aux principales monnaies et que l'écart entre le taux d'inflation de l'Inde et ceux de ses partenaires commerciaux s'est creusé.

2) Contrôle des changes

40. Les mesures de contrôle des changes sont administrées par la Banque centrale, en consultation avec le Ministère des finances, conformément à la Loi sur la réglementation des changes de 1973, modifiée périodiquement.

Transactions courantes

41. Lorsque les taux de change ont été unifiés en mars 1993, le contrôle des changes a été levé pour le règlement des opérations de commerce extérieur. En mars 1994, l'Inde a pris d'autres mesures pour libéraliser les transactions courantes. Les limites concernant les transactions invisibles telles que voyages à l'étranger, paiements de services et dons, étaient indicatives, et les devises étaient allouées sans limite pour toutes les transactions courantes authentiques. La limite concernant le rapatriement des intérêts sur l'un des trois types de dépôts de non-résidents (NRNR) a été supprimée. Le développement d'un marché des changes interbancaire a été autorisé, y compris les opérations à terme pour donner aux exportateurs et aux importateurs la possibilité de se couvrir contre les risques de change.

42. Suite à la libéralisation de ces transactions courantes, l'Inde a accepté en août 1994 les obligations découlant de l'article VIII, sections 2, 3 et 4 des Statuts du FMI. Bien que d'autres mesures aient été prises depuis lors afin de parvenir à la complète convertibilité pour les transactions courantes, des

restrictions de change sont encore appliquées dans les domaines suivants: i) l'accord sur la dette passé entre l'Inde et la Russie (qui a été signé avant l'acceptation des obligations découlant de l'article VIII); ii) les soldes existant dans le cadre d'accords bilatéraux concernant les transactions commerciales également signés avec certains pays d'Europe orientale avant l'acceptation des obligations de l'article VIII; et iii) le rapatriement des revenus des dividendes des investissements étrangers concernant des transactions commerciales dans 22 industries productrices de biens de consommation.

Opérations en capital

43. Plusieurs mesures ont été prises pour libéraliser les opérations en capital. Comme cela est expliqué de manière détaillée au chapitre II, la Banque centrale autorise, selon le système d'approbation automatique, une participation de l'investissement étranger direct (IED) au capital jusqu'à concurrence de 51 pour cent dans 48 secteurs prioritaires et jusqu'à concurrence de 74 pour cent dans neuf autres secteurs. De plus, les Indiens non résidents ou les personnes morales étrangères appartenant principalement à des Indiens non résidents peuvent investir jusqu'à concurrence de 100 pour cent du capital dans ces branches de production. Les investisseurs institutionnels étrangers sont autorisés à investir dans des titres admis à la cote sur les marchés primaires et secondaires, et plus récemment dans des entreprises non cotées en bourse. Les entreprises indiennes réputées solvables sont autorisées à lever des fonds par l'émission d'actions (certificats de dépôt globaux) et d'obligations en devises convertibles sur les euromarchés. Enfin, les crédits à court terme d'une durée maximale d'un an sont librement négociables, tandis que ceux qui ont une durée maximale de trois ans sont soumis à l'approbation de la Banque centrale au cas par cas.

44. Le compte des opérations en capital reste quelque peu limité par des restrictions s'appliquant à l'IED, aux emprunts commerciaux et aux sorties de capitaux effectuées par les résidents. Les principales restrictions qui demeurent sont les suivantes¹⁵:

- au-delà de 51 pour cent du capital dans les branches de production non admises à bénéficier de l'approbation automatique (ou 74 pour cent du capital dans le cas de neuf autres branches de production) l'IED doit être autorisé par l'Office de promotion de l'investissement étranger au cas par cas;
- dans 22 industries productrices de biens de consommation, le transfert de dividendes provenant de l'IED doit être compensé par des recettes d'exportation sur une période de sept ans à compter du début de la production;
- l'IED effectué à l'étranger par des résidents est soumis à restriction;
- les investisseurs institutionnels étrangers ne sont pas autorisés à investir dans des bons du Trésor ni dans des titres de la dette publique à plus long terme;
- les investisseurs institutionnels étrangers ne sont pas autorisés à accéder au marché des opérations à terme sur devises;
- l'investisseur institutionnel étranger peut à lui seul détenir jusqu'à 10 pour cent du capital d'une société et l'ensemble de ces investisseurs peut détenir au total 30 pour cent du capital de la société;
- les résidents ne sont pas autorisés à placer des revenus obtenus dans le pays sous forme d'investissements de portefeuille à l'étranger;
- 25 pour cent au maximum des certificats de dépôt globaux peuvent être utilisés pour la restructuration générale d'une société;
- l'émission d'instruments du marché monétaire à l'étranger n'est pas autorisée;
- les non-résidents ne sont pas autorisés à émettre des titres sur le marché local; et

¹⁵FMI (1996b).

- l'approbation du Ministère des finances est exigée pour tous les emprunts commerciaux extérieurs, sous réserve d'un plafond annuel indicatif (7,9 milliards de dollars EU en 1996/97), la priorité étant donnée à l'infrastructure et aux secteurs orientés vers l'exportation. Aucun plafond n'a toutefois été indiqué pour 1997/98.

45. En juin 1997, le Comité de la convertibilité pour les opérations en capital, établi par la Banque centrale, a présenté un rapport sur le plan prévu pour atteindre la convertibilité totale pour les opérations en capital, y compris les conditions économiques qui doivent être remplies à chaque étape. Le calendrier triennal proposé met l'accent sur la nécessité de bien coordonner les mesures de libéralisation et les réformes budgétaires et financières.